

Quoi faire ?



**DOCUMENTS
COMMUNISTES**

www.documents-communistes.org

Gracchus Babeuf

QUOI FAIRE ?

Cet article a paru dans le numéro 36 du 20 frimaire an IV (10 décembre 1795).

Où en sommes-nous ?

Cette question est souverainement, constamment importante. Elle devrait être toujours posée, solutionnée en tête de chaque harangue d'un écrivain révolutionnaire.

Parce qu'un écrit révolutionnaire, est le plan de marche et de tactique, l'itinéraire perpétuel de tous ceux du parti qui révolutionne.

Or, lorsque c'est tout le peuple qui veut révolutionner à la suite d'un Tribun qui a sa confiance, le devoir de ce Tribun, est de dire sans cesse à tout le peuple, *où il en est, ce qui est fait, ce qui reste à faire, où et comment il faut aller, et pourquoi.*

Commençons aujourd'hui à observer cette règle de conduit. D'abord :

Qu'avons-nous déjà fait ?

Nous avons, dans nos deux précédens numéros, tracé le déchirant tableau des maux physiques du peuple ; nous en avosn recherché les causes.

Nous avons également recherché les causes de sa démoralisation en osant déchirer le voile sur l'affreux 9

Quoi faire ?

Thermidor, et en ouvrant la carrière de réhabilitation des héros de la démocratie, victimes par la main du crime.

Nous avons porté encore une main hardie sur le talisman impur, en faveur duquel des usurpateurs de la souveraineté nationale, ont vainement essayé de commander nos respects, qu'ils n'obtiennent même pas de la très-faible minorité corrompue qui a donné un simulacre de sanction.

Nous avons aussi abattu les indignes barrières posées devant la vérité, à l'égard des hommages contre lesquels la tyrannie n'eut jamais pu prescrire le silence des siècles ; à l'égard des hommages, disons-nous, que méritera éternellement le pacte social démocratique, que vingt-quatre millions d'hommes vertueux et aimant la justice, ont librement et unanimement juré de défendre (27) pour laquelle ils ont versé leur sang ; et laquelle n'a pas cessé d'être l'objet de leur culte intérieur, durant tout le tems de l'inquisition, de la persécution et du terrorisme Thermidorien.

Nous avons donné des démonstrations claires, sur la fausseté des illusions par lesquelles la malveillance astucieuse voudrait faire croire au peuple, que le plus grand des bonheurs où il soit possible d'attendre, ne peut se trouver que dans le régime du royalisme, ou dans celui du patriciat et de l'aristocratie.

Nous avons prouvé que le bonheur parfait, c'est-à-dire, le bonheur général, ne peut se rencontrer que dans l'exécution du système, rigoureusement perfectionné du gouvernement populaire.

Nous avons donné des idées, peut-être à la fois frappantes et d'une hardiesse neuve, sur le mode du *bonheur commun, but de la société*.

Nous avons discuté, assez au long, et toujours avec le même

courage, sur les grands et extraordinaires moyens, sur la meilleure marche à suivre pour parvenir à ce terme.

Quels sont les résultats actuels de ces premiers pas intrépides ? Nous les examinerons.

D'abord, un déchaînement universel se manifeste contre nous. Une faction s'élève, et se fait une affaire majeure de nous décrier. Tous les partis à la fois fondent sur nos principes, et parce qu'ils ne peuvent avoir prise sur leur incontestabilité, les moins injustes se retranchent à dire que le moment n'est pas opportun pour les proclamer. Les ennemis du peuple, des diverses nuances, s'accordent tous pour nous invectiver et ils ne nous réfutent pas. Nos proches eux-mêmes crient que nous perdons tout par notre inconséquence...

Mais, bientôt, voilà que nous répondons à ces cent et une clameurs, et nos frères d'abord paroissent ne plus nous trouver si déraisonnables ; les plus échauffés d'entre-eux s'appaisent : on commence à convenir qu'il se peut que notre manière de combattre ne soit pas la plus mauvaise. Enfin, bientôt se montrent des partisans et des propagateurs de notre doctrine. Nos mots adorables, égalité réelle, bonheur de tous, bonheur commun, viennent de mode, et sont mis à l'ordre du jour des Plébéiens. D'autres journaux, d'autres écrits que les nôtres, les adoptent, et avec eux les autres principes qui en découlent. Nous ne sommes plus la voix qui crie dans le désert. Il n'y a que les aboyeurs du monarchisme et du patriciat dont nous ne pouvons calmer les vertiges, mais de ceux-là on s'en soucie peu. Et puis,

« ... Est bien fou du cervèse.

Qui prétend contenter tout le monde et son père. »

Notre morale fructifie ; déjà nos expressions sacramentelles

Quoi faire ?

se répètent par toutes les bouches et se retrouvent au bout de plusieurs plumes. Voilà qui nous suffit. Nous ne désirons plus que de voir perfectionner, généraliser ces dispositions. Car, nous ne pouvons dissimuler qu'elles sont encore beaucoup trop partielles. Mais que le despotisme frémissse, et que la ligue des vengeurs de l'égalité s'encourage, en apprenant que déjà l'étincelle brille et promet de réembraser ce grand foyer d'indépendance et de justice populaire, qui s'étend sur 86 beaux départements ! Que les tyrans sachent qu'il est encore plus aisé de remoraliser le peuple que de le démoraliser ! Parce qu'il est facile de le convaincre que, dans la bonne morale seule, est le bonheur de la masse, et que, dans l'immoralité, est infailliblement son malheur. Que les oppresseurs, avons-nous dit, tremblent, et que les défenseurs des droits du peuple se rallient et se raniment..., en sachant que déjà le Nord et le Midi ont entendu le nouveau cri de liberté des plus vertueux échos du Centre, et qu'ils ont promis d'y répondre ! que les bras du courage ont aussi promis, et qu'ils se disposent, pour l'heure à laquelle sonnera le tocsin de notre délivrance, de faire correspondre leurs mouvemens généraux contre les plus criminels attentats que le genre-humain ait encore en à punir ! Vous, qu'il faut frapper d'un effroi que vos crimes ont trop légitimé ! Et vous, qu'il convient de ressusciter à l'énergie que vous n'auriez jamais dû perdre ! que ce double effet soit produit sur les âmes de chacun de vous par l'exposition suivante :

« Egalité, vertu, liberté, vive la république démocratique avenir ! »

Voilà ce que m'écrit un Officier-Général d'une de nos armées méridionales :

« Frappes fort, ne crains rien. La république compte sur toi.

Travailles sans relâche à préparer le bonheur du peuple. »

Voilà ce que m'ajoute ce premier soldat, qui me paroît bien digne de commander à des Plébéiens,

Croira-t-on que je suis assez confiant dans mon propre tact pour juger les hommes, pour que ce peu de mots de celui-là me soit très significatif, et me suffise pour concevoir d'immenses espérances ?

Elles se confortent par mes relations dans les contrées septentrionales. Ce fut toujours de là que sortit ce qui valut peut-être plus que l'impétuosité bouillonnante, mais trop souvent inconsidérée, irréfléchie et passagère du Midi. Ce fut toujours de là que sortit le génie qui raisonne avant d'exécuter, qui sait voir l'ensemble et les parties d'un plan, qui se propose une fin et un terme de révolution, et qui tient fortement à l'exécution de ce qu'il a une fois résolu. Voici ce qui me vient de la région du Pas-de-Calais :

« Nos sans-culottes attendent et aspirent avec la plus vive impatience, que les hommes du 10 août et du 31 mai, formant l'avant-garde de l'armée Plébéienne, se soient ébranlés impétueusement contre les tyrans affameurs et assassins du peuple ; afin d'agir de concert, et d'exercer, aussi dans leur arrondissement, le plus saint des devoirs républicains. Tu ne saurais croire avec quel intérêt ils comptent les jours, les heures et les minutes qui doivent amener ce moment rédempteur. Ils sont à la meilleure hauteur des idées, des principes d'absolu plébéianisme. Tous savent par cœur cette fameuse vérité énoncée dans un rapport du 22 Floréal de l'an 2 : *N'oublions jamais que le citoyen d'une république ne peut faire un pas sans marcher sur son terrain, sur sa propriété.* »

C'est là un échantillon de l'esprit public départemental. Nous

Quoi faire ?

aurions à faire mille citations qui prouvent, sur autant de points habités de notre intéressant pays, des dispositions équivalentes. Ces dispositions ont en elles-mêmes un ressort d'expansion qui les grossit et les multiplie à vue-d'oeil. Voilà, je crois, d'une manière assez bien définie, *où nous en sommes*.

Reste à savoir *ce qui reste à faire ?*

Sans contredit, activer, augmenter le plus possible, ces éléments de volonté forte, de détermination bien prononcée en faveur d'une régénération proprement dite, d'une bonne, d'une véritable régénération, du seul changement de choses qui mérite ce nom, enfin d'une régénération qui régénère, qui fasse passer le grand nombre de l'état du malheur à celui de la félicité de tous.

« Voilà ces *hommes adoreurs de l'anarchie*, et qui *voudroient révolutionner toujours !...* »

On sait bien que c'est ce que va nous dire le directoire exécutif, qui prétendra, sans doute, nous avoir absolument confondu avec cette demi-phrase. (Voyez son *Instruction adressée aux commissaires nationaux*.)

Mais ce n'est là que de l'esprit du patriote Réal, contre lequel, en bonne conscience, nous ne craignons pas du tout de nous mesurer, malgré la qualité d'aigle qu'ont la bonté de lui accorder, je ne sais à quel propos, et le journal des Hommes libres, et même l'*Ami des lois*. Mais le patriote Réal dîne avec Cormatin (28), et je suis bien fâché si c'est là qu'il puise ses idées pour les *Instructions aux commissaires nationaux* et autres redaction dont le charge le directoire. Cette virulente apostrophe contre les *anarchistes*, et les *hommes qui voudroient révolutionnaire toujours*, n'affoiblit pas le soupçon qu'il tire ses principes à cette source, et voilà une assez bonne

comparaison à faire avec ce trait de Thémistocle : « Voyez-vous, disoit-il à ses amis, voyez-vous cet enfant qui se joue et ne semble songer à rien ? c'est l'arbitre de la Grèce : il gouverne sa mère, sa mère me gouverne, je gouverne les Athéniens, et les Athéniens gouvernent les Grecs. » Nous pourrions également dire : « Voyez-vous ce Cormatin, ce chef de brigands et de choyens, qui semble être notre prisonnier, notre esclave ? c'est l'arbitre de la République française ; il gouverne Réal, Réal gouverne le directoire, et le directoire nous gouverne. »

Tous les Français n'ont donc pas tort de désirer que le procès de Cormatin finisse, afin qu'il cesse de nous gouverner. Ont-ils tort davantage de s'étonner et de concevoir des inquiétudes, d'abord, sur l'instruction secrète de ce procès, et ensuite, sur sa suspension inattendue ? D'étranges propos roulent sur le motif de cet ajournement. On lui assigne celui de l'existence d'un acte dont Cormatin est nanti, qui constate que les négociateurs de l'honorable paix de la Vendée ne l'ont obtenue un moment qu'avec la promesse du rétablissement de la royauté en faveur des Captes. Je ne donne cette opinion que d'après les propos. Je n'en ai point des preuves aussi claires que du dîner à la Conciergerie (29).

Revenons au pied de la question. Nous n'avons pas oublié qu'elle se fixe à ce point : Que reste t-il à faire ?

Rien, nous disent le directoire, ou Réal, ou Cormatin ; car c'est bien prétendre nettement que tout est fait, que la révolution est finie, que de se plaindre aussi amèrement des *anarchistes et des hommes qui voudroient révolutionner toujours*.

Ce mot d'anarchistes, usé sous Lafayette, usé sous Louis

XVI, usé sous la Gironde, se reproduit maintenant avec une scandaleuse affectation. Il doit être familier à tous les cours, nous le savons. Mais nos nouveaux potentats devraient peut-être trouver politique d'être moins empressés à le prodiguer. Ils devraient se souvenir qu'ils ne doivent d'être ce qu'ils sont, qu'à l'avantage d'avoir été aussi des *anarchistes*, au jugement des rois d'avant eux, et que l'époque en est encore récente. M. Réal devrait aussi se rappeler qu'il n'est devenu un personnage que pour avoir été *anarchiste*, et qu'on peut lui citer le tems et les circonstances où il s'en glorifioit. Mais passons *aux hommes qui voidroient révolutionner toujours*.

Révolutionner, nous avons déjà dit plusieurs fois ce que c'est. C'est conspirer contre un état de choses qui ne convient pas ; c'est tendre à le désorganiser et à mettre en place quelque chose qui vaille mieux. Or, tant que tout ce qui ne vaut rien n'est pas renversé et que ce qui seroit bon n'est pas stabilisé, je ne reconnois point qu'on ait assez révolutionné pour le peuple.

Je conçois que des hommes qui rapportent tout à eux, disent que c'est assez révolutionner, lorsque la révolution les a conduits à ce point où ils sont à merveille : à ce point où, individuellement, ils ne peuvent plus rien désirer. Alors, sans doute, la révolution est faite, mais pour eux. La révolution est complètement faite en Turquie pour le grand Sultan. La révolution étoit complètement faite pour les Bourbons sous Louis XIV, sous Louis XV et sous Louis XVI. Je conviens qu'elle l'est encore à présent pour tous les *myriagramistes*, tant directeurs que législateurs jeunes et vieux ; elle l'est encore pour tout le million doré. Mais je persiste à soutenir que la révolution n'est point faite pour le peuple.

C'est cependant pour lui seul qu'on dit qu'elle seroit faite ;

lui-même a juré qu'il l'achèverait ou qu'il mourrait. Elle n'est point achevée, puisque rien n'est fait pour assurer le bonheur du peuple, et que tout est fait au contraire pour l'épuiser, ce peuple, pour faire couler éternellement ses sueurs et son sang dans les vases d'or d'une poignée de riches odieux. Donc il faut la continuer, cette révolution, jusqu'à ce qu'elle soit devenue la révolution du peuple. Donc, ceux qui se plaindront *des hommes qui veulent révolutionner toujours*, ne doivent être judicieusement appréciés que comme les ennemis du peuple.

Les hauts et puissants du jour entendent singulièrement le mot *révolution*, quand ils prétendent que la révolution, chez nous, est faite. Qu'ils disent donc plutôt la *contre-révolution* ! La révolution, encore une fois, est le bonheur de tous : c'est ce que nous n'avons pas : la révolution n'est donc point faite ? La contre-révolution, est le malheur du grand nombre ; c'est ce que nous avons ; c'est donc la contre-révolution qui est faite ?

Et cependant, on n'a point encore osé insulter à la pudeur jusqu'au point d'avouer, jusqu'au point de proclamer tout haut, que le terme de nos mouvements de six années devait être la contre-révolution ! On a encore la bienséance de dire que le but de ces mouvements n'a été que la révolution, et l'on ne dit pas la révolution des riches ou de l'honorable million. Si l'on est ainsi forcé de convenir, d'un côté, qu'il n'est de véritable révolution que celle de la masse, que c'est cette révolution que nous devons avoir ; d'un autre côté, que nous n'avons pourtant obtenu que celle de la plus petite portion, et que cette dernière révolution s'appelle incontestablement la contre-révolution..., il s'ensuit que la révolution est à refaire, de l'aveu même des contre-révolutionnaires.

Et cependant encore, parce que nous voulons effectivement

Quoi faire ?

la refaire, ils nous traitent d'*anarchistes*, de *factieux*, de *désorganiseurs*. Mais c'est par une de ces contradictions toutes semblables à celle qui leur fait appeler révolution la contre-révolution. L'organisation, chez ces messieurs, est aussi la désorganisation. J'appelle désorganisation, encore, tout ordre, qui compte la plus petite partie, et qui fait languir et mourir la plus grande ; et j'appelle désorganiseurs, tous ceux qui ont concouru à établir et ceux qui concourent à maintenir un tel ordre. J'appelle organisation, un ordre tout opposé, d'après lequel est assuré le bonheur de la masse ; et j'appelle organisateurs, ceux qui travaillent à fonder et à mesurer des règles d'où peuvent découler des effets aussi heureux. Mais tel est le dictionnaire des palais, des châteaux et des hôtels, que les mêmes expressions offrent presque toujours l'inverse de signification qu'on leur reconnoît dans les cabanes. A Versailles et aux Tuileries, de 90 à 92, les termes *anarchistes*, *factieux*, *désorganiseurs*, étoient infiniment usités ; et ceux qui les appliquoient, étoient les seuls et vrais désorganiseurs ; et ceux contre qui ils étoient appliqués, étoient au contraire des hommes qui vouloient organiser sur la désorganisation des énergumènes royaux. Il en est encore de même aujourd'hui. On réchauffe, on fait sortir, presque des mêmes lieux, ces vieux mots d'anarchie et de désorganisation, et ce sont ceux qui ont tout désorganisé qui les vocifèrent avec le plus de fureur ; et c'est aux organisateurs nouveaux, ou du moins à ceux qui montrent le philanthropique désir de pouvoir l'être, qu'ils les adressent avec l'acharnement de la rage.

Mais il nous suffira d'avoir apprécié ces épithètes et ces injures, pour qu'elles ne fassent pas aujourd'hui plus de mal qu'elles n'en ont fait de 90 à 92. Actuellement comme alors, les

bons esprits, les hommes énergiques, les chauds amis de la justice, s'honoreront du titre de *désorganiseurs*. Ce titre signifiera pour eux *organiseurs*, et les choses vers lesquelles ils tendront *organisation*. Il est convenu et démontré que c'est toujours là *ce qui reste à faire*.

Mais il faut parler des obstacles qui s'opposent.

On sait d'abord que les intéressés au maintien de l'autorité régnante, ont en campagne, comme au tems de Louis XVI, certaine armée d'apologistes, de répétiteurs des anathèmes contre les *anarchistes* et les *factieux*. L'oeil du patriote pur et clairvoyant distingue en gémissant un de ces sycophantes dans chaque groupe, et toujours plusieurs dans chaque café ou autres lieux publics. Ils forment sans doute un obstacle au prompt triomphe du bien général, parce qu'ils parviennent à abuser. Mais j'estime qu'ils ne peuvent pas être néanmoins long-tems dangereux. L'expérience nous a appris à ne point tarder à connoître tous ceux qui pour un parti quelconque, remplissent un emploi si méprisable. Déjà beaucoup de ceux qui l'exercent maintenant, sont généralement signalés et livrés à toute l'abjection qu'ils méritent.

Il est un autre obstacle, peut-être plus majeur, et qui, peut-être encore, n'est pas sans connexité et sans dépendance du précédent. C'est qu'à Paris, dans ce foyer central où la liberté brilla si long-tems d'un éclair supérieur, on ne remarque plus ces dispositions énergiques qui promettent de surmonter toutes les difficultés d'une entreprise. Les hommes vivent encore, ou du moins en grande partie, malgré que l'exécrable Thermidor, et les infâmes jours postérieurs au 1^{er} Prairial, en aient tant fait disparoître ; mais ceux qui restent ne semblent plus être les mêmes. Pourquoi cet abattement, cette consternation apparente

Quoi faire ?

d'une foule d'individus que je vis autrefois si fiers, si courageux ? Pourquoi me semble-t-il encore remarquer sur leur bouche l'empreinte du bâillon, et sur leurs bras celle des menottes qui leur ont été appliqués ? Pourquoi ces murs et ces chaînes, ces fers révoltants ne leur donnent-ils pas aussi, au contraire, une nouvelle retrempe, une nouvelle ardeur pour défendre les droits du Peuple et pour confondre ses ennemis ? Quelle est cette timidité déshonorante qui, de tant d'athlètes vigoureux de la cause populaire, n'en laisse presque plus voir un seul ? Est-il d'exemple de nation qui, comme la nôtre, après avoir voulu tâter de la liberté, n'ait pas montré jusqu'à ses derniers moments d'écueils, des derniers héros intrepides ? Rome eut ses Cassius et ses Brutus, qui conservèrent, sous la tyrannie consolidée, le caractère et la dignité des hommes libres. Voyez encore la Pologne. Elle touche au moment où tout espoir d'y maintenir l'indépendance nationale est à peu près perdu, et cependant c'est encore avec ce brûlant courage que parle à la diète le magnanime Rzewusky : « Nous sommes sur le bord du précipice : nous allons périr ; il n'y a plus qu'un pas pour nous faire méconnoître jusqu'au nom de liberté ! N'y auroit-il donc plus de citoyens qui voulût se charger de la cause commune, et venger la Patrie ? L'amour du bien public s'est-il donc amorti dans nos coeurs ? Ces grands hommes, si fameux dans nos annales, les Lubomirsky, les Gorka, les Olemicky, les Zamoïsky, n'auroient-ils pas laissé d'exemple à suivre, eux qui ont si bien défendu la Patrie au risque de leur vie ? » Quel rapprochement à faire de cette position avec la nôtre d'aujourd'hui ? mais au moins ne rougissoit-on point, là comme chez nous, de prononcer les noms des illustres morts, des généreux martyrs de la révolution on les vénéroit, on ne se les

rappelloit qu'avec un respect religieux. Les Lubomirsky, les Gorka, les Olemicky, les Zamoïsky, étoient les Lostalot, les Pelletier, les Marat, les Robespierre, les St-Just, les Couthon, les Romme, les Goujon, les Soubrany de la Pologne. La liberté avoit été ensévelie avec eux ; du moins on rendoit encore à leur mémoire un hommage public. Nous, non seulement nous souffrons qu'on outrage constamment les mânes des plus zélés défenseurs de la justice, de la vertu et de l'égalité ; mais nous avons presque la lâcheté de faire choris avec les criminels détracteurs de ces hommes immortels...

N'est-ce point encore une chose inouïe, n'est-ce point un puissant obstacle au retour vers le bien parfait, que ce soin presque exclusif des patriotes d'obtenir des places d'un gouvernement qu'ils doivent détester ? On objectera qu'il vaut mieux que les emplois publics soient occupés par les patriotes que par ceux qui sont tout le contraire. Mais quand un gouvernement est si mauvais, si anti-populaire, qu'il est nécessaire de conspirer contre, est-il très facile de le faire lorsqu'on s'est engagé de servir un tel gouvernement, lorsqu'on a, toute coupée, sa tâche de tous les jours qui y force en quelque sorte ? qui y accoutume insensiblement et qui par les distractions qu'elle donne à l'esprit, permet bientôt difficilement de se livrer à combattre ce à quoi l'on tient par des liens étroits ? Mais ne doit-il pas en coûter un peu à la conscience d'un républicain de se mentir à elle-même ? de concourir au maintien d'un état de choses, au maintien de conséquences qui découlent de principes affreux, de principes que toute âme honnête abhorre. Par exemple, ce que je n'explique, ce que je ne conçois pas, ce que je trouve scandaleusement bizarre, c'est de voir la plupart de ces hommes, ci-devant mandataires du

peuple, qui se sont tant énorgeuillis de leur prétendu attachement aux principes démocratiques, qui se sont parés du titre de *Montagnards*, qui ont même concouru jusqu'à certain point à la belle résistance qui fut opposée contre les premières attaques faites à la constitution populaire de 93 ; ce que je ne comprends pas, ai-je dit, c'est de voir ces hommes occuper aujourd'hui des emplois, acceptés par eux, de mains qui, selon les propres principes dont ils ont eu la vertu de se rendre les martyrs, sont souverainement criminelles par cela seul qu'elles s'en attribuent la disposition. Je trouve et je ne puis taire, que plus d'une victime de Germinal et de Prairial, ont terni toute la gloire qu'elles s'étoient acquises à ces époques critiques et mémorables, et je préjuge que l'histoire dira qu'il n'est guères d'exemples de honteuse pactisation comme la leur. En effet, des hommes assez grands d'abord pour sacrifier presque leur vie pour le maintien d'un code fondé sur toutes les vertus, et assez petits ensuite pour consentir d'être les subalternes machines exécutives d'un autre code basé sur tous les vices et établi sur les malheureux décombres du premier, pour lequel ils avoient vaillamment combattu... ; c'est là, tout le monde sera contraint de l'avouer, un contraste, un phénomène et un excès de bassesse rares (30). Jamais les hommes qui ont joué un rôle sur le théâtre du monde, sans avoir tenu à des principes de moralité aussi sévères que ceux auxquels ont paru attachés les membres de l'ancienne montagne de la convention ; jamais, dis-je, aucun personnage marquant dans les fastes des nations, n'a offert une conduite comarable. Si la faction de Catilina eût triomphé, je doute que Cicéron, qui n'avoit guères pourtant que la portion de probité d'un avocat ; je doute que Cicéron eût voulu être son premier ministre. Si Pompée, désarmé et même prisonnier, eût

conservé assez peu de caractère pour vouloir être lieutenant de César.

Tout le courage, toute l'énergie, tout le caractère, toute la dignité d'une certaine masse de patriotes, se borne à se repandre en imprécations contre l'infâme Aubry, contre l'exécrable Rovère, contre le monstrueux Boissy-d'Anglas. On m'a fait un crime de ce que je ne m'occupois pas presque exclusivement à me déchaîner avec les autres contre ce trio de scélérats. J'avoue que je m'y suis senti peu de courage et de dispositions. J'ai toujours fort répugné à combattre un ennemi déjà atterré... Rien n'eût été plus beau pour moi que d'attaquer les Rovère, les Boissy et les Aubry quand ils étoient très puissants, et redoutables. Aujourd'hui, il n'y auroit plus assez de gloire pour mon audace. J'ai cela de différent avec une foule d'hommes, toujours forts à se montrer terribles contre leurs adversaires quand ils ne sont plus à craindre. Ce n'est point là le propre du courage de l'homme libre. Celui-ci ne se sent animé que pour lutter contre le crime menaçant et fort.

Il me paroît toutefois utile de fulminer encore spécialement contre une des personnes de cette trinité horrible, à laquelle la France aux abois attribue essentiellement tous ses maux. Celle de ses personnes qui mérite, suivant moi, cette disposition particulière de l'expression prolongée de l'indignation publique, c'est Boissy-d'Anglas ; parce que les douleurs qu'il nous a fait souffrir, nous restent ; les plaies qu'il nous a faites sont encore saignantes, et nous ne prévoyons pas, nous ne pouvons calculer quand elles se cicatriseront. En parlant de Boissy, Robert-Lindet a imprimé en toutes lettres : « Il a donné la famine à la France. » Et moi, j'ajoute : « Il a donné un *Code noir* à la France. » Oui, c'est cet homme qui nous a affamés et enchaînés

à la fois. Tandis qu'il complotoit, dans son âme monstrueuse, le plan de famine, il méditoit, avec non moins de scélératesse, le sacrilège attentat à la constitution populaire de 93, et il jetoit les fondements du code cruel et avilissant de 95, de ce pacte honteux qui, comme nous l'avons déjà dit, ne nous fut pas soumis, mais *imposé*, et qui contient quelques degrés de flétrissure au-dessus de ce qui est connu dans celui que les durs colons imposèrent aux nègres de nos Isles. Comment et quand Boissy expiera-t-il le crime d'avoir donné l'être à ce code d'oppression qu'on a fini d'apprécier en le désignant par le nom de son auteur ? Les habitants du faubourg Antoine ne l'appellent déjà plus autrement que la *constitution d'Anglas* (31).

Il est, de plus, une chose qui doit nuire beaucoup à la célérité des succès des républicains, et qui ne compromet pas peu leur dignité. C'est l'étonnante facilité avec laquelle je les vois se rapprocher de certains hommes, entre lesquels et eux ils auroient dû éternellement laisser exister une certaine distance. Duval et l'Ami des Lois, fraternisant avec Louvet, avec Réal, avec Fréron, leur prodiguant même des adulations, cela me paroît peu convenir à des hommes que la légion des Plébéiens croit devoir prendre pour ses coryphées, et sur la marche desquels elle règle assez la sienne. Rien ne me paroît surtout plus mal appliqué que l'encens vraiment brûlé aux pieds de Fréron, et les manifestations amicales faites à cet ancien chef de la fureur, à cet ancien premier provocateur des massacres, à ce souteneur déhonté des vices et de toutes les passions horribles de la caste patricienne. Loin d'avoir expié les innombrables forfaits qu'il a fait commettre dans toute la France par son atroce jeunesse, rien n'est encore équivoque et

incertain comme ses dernières opérations dans le Midi. Qui n'a pas été frappé de ce mot prononcé par lui à Marseille : « Il ne faut pas croire que je sois venu ici pour protéger les *terroristes*. » Je ne serois en effet point étonné que tout ce qu'on raconte ici de merveilleux de sa conduite patriotique ne ressemblât au fond à tout ce qu'il a fait dans le cours de son premier proconsulat en l'an II. Moyse Bayle a assez bien prouvé il y a dix mois que cet homme, profondément scélérat, écrivoit que le glaive national à Marseille et à Toulon, tomboit à sa voix sur les contre-révolutionnaires et les ennemis du Peuple tandis que la vérité étoit que seulement des milliers d'ouvriers et de sans-culottes, péroissoient sous le feu de la fusillade par ses ordres barbares. Je crains bien que ses actes actuels n'aient encore beaucoup de ressemblance avec ceux de ce tems-là ; le mystère et l'obscurité dont on les couvre ne justifient que trop ces pressentiments. S'il perce quelque chose de la conduite du proconsul, c'est pour fortifier nos malheureux soupçons. A-t-on bien fait attention à certaine lettre par laquelle Fréron prouve toujours combien il est dévoué aux très-honnêtes-gens ? combien il est sensible à leurs malheurs ? combien son esprit se refuse à croire qu'on puisse leur reprocher des crimes ? Je parle d'après la lettre de Fréron, relative aux deux fils de d'Orléans. « Ces deux *jeunes Citoyens*, dit l'ancien orateur du million noble, ces deux victimes d'un traitement arbitraire qui appelle la plus vive indignation contre leurs oppresseurs, sont accusés d'avoir tué de leurs propres mains des prisonniers du Fort Jean lors des massacres du 17 Prairial. » Mais fréron a peine à croire à la vérité d'une telle accusation sur le compte de ces intéressants enfants, élevés par une mère dont il fait le plus sensible éloge, et dont ils plaignent les

incomparables malheurs. Fréron est donc toujours Fréron, et c'est cependant cet homme, qui sera en horreur aux siècles, sur le compte duquel les Tacite de la France, trouveront, dans les journaux du tems qui leur sembleront avoir pris l'initiative du patriotisme, de plates adulations, qu'ils jugeront peut-être avoir été l'expression lâche du pardon de l'agneau demandé au loup pour qu'il lui fasse la grâce de ne point l'égorger. Que cette marche rampante convient mal à des hommes qui se disent libres ! J'aimerois mieux succomber avec dignité que triompher honteusement et avec astuce. Les aristocrates se respectent plus que nous. Je suis tenté d'accorder une légère portion d'estime à un Galletti qui se montre au moins conséquent. Il s'étonne (12 Brumaire) de voir Fréron, après ses provocations brûlantes à la jeunesse française, pour déployer contre les brigands assassins du régime décenviral, toute la fureur qu'il cherchoit à faire partager ; de voir Fréron contraint à faire punir l'exagération d'un mouvement qu'il a suscité. Eh ! sans doute, l'assassinat des deux patriotes par MM. D'Orléans n'est que l'*exagération d'un mouvement*, et c'est Fréron qui en est le premier coupable ! Mais nous convenons que c'est très-bien raisonné par Galletti, de dire que ce ne doit point être à Fréron à poursuivre les meurtriers, qui n'ont obéi que très ponctuellement à ses ordres féroces.

Je crois avoir fixé pour le moment le point de mon sujet : *Où nous en sommes*. J'ai marqué le terrain déjà gagné. J'ai désigné les écueils et les difficultés. Je reviendrai habituellement, comme je l'ai promis, sur ce tableau dont l'importance est *tout* pour le peuple. J'y reviendrai souvent, pour y déterminer les modifications successives que le tems y apportera, afin de rendre toujours présent, aux amis de la démocratie, de leur faire

constamment préciser eux-mêmes les craintes ou les espérances qu'ils pourront concevoir ; afin encore de les mettre toujours à portée de diriger leur marche pour le plus grand succès de cette majeure affaire. Je termine de suite cet article, pour passer à un autre qui n'est point encore sans rapport direct avec l'essentielle question : *Où en sommes-nous ?* Nous en sommes à ce que, malgré la liberté constitutionnelle de la presse, l'on arrête encore, comme dans les tems révolutionnaires, les écrivains qui osent être patriotes, et vouloir dire, dans cet esprit, des vérités au peuple. (*Le Tribun du Peuple*, n°36)